

LE PÈPÈRE PEINARD



LIEN DES RETRAITÉS SUD RAIL DE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2015

COP21

Le progrès social est-il compatible avec le capitalisme vert ?

LES BUREAUX CHAUFFÉS POUR RIEN,
LE WEEK-END, C'EST UNE
ABERRATION

DORÉNAVANT
VOUS BASTEREZ
LE DIMANCHE



Sud
Rail

Syndicat SUD Rail de la région de Nantes
Section des retraité-e-s
27, Bd de Stalingrad - 44041 NANTES cedex 01
☎ 02 40 08 19 32 - 📠 02 40 08 17 66

Union
syndicale
Solidaires

EDITO

Pas une semaine ne se passe sans que la liste des politiciens-voleurs pris la main dans le sac ne s'accroisse d'un, deux ou trois noms... La roue de la fortune mal acquise tourne, tourne... et s'arrête, un jour en France, un jour en Italie, un jour au Luxembourg, un jour en Espagne. Jamais, paraît-il, on a autant lutté contre la corruption, et jamais on a vu autant de valeureux combattants mourir dans la tranchée des malversations. Une fois à gauche, une fois à droite. L'un met son argent à l'abri dans un paradis fiscal ; l'autre engraisse généreusement les membres de sa famille. L'un pioche allègrement dans la caisse, l'autre se targue de laver plus blanc que blanc jusqu'au jour où l'on s'aperçoit que sa chemise blanche trempe dans le cambouis.

On élit des représentants sur la base de promesses qu'ils ne tiendront pas. On se retrouve ainsi avec un type, à la tête du gouvernement, qui prône une politique pour laquelle il n'a pas été élu. Regardez notre bon vieux Père François : il est pour les barrages, pour le nucléaire, pour les autoroutes, pour la vente des armes, mais écologiste en diable, pacifiste comme pas deux, et compatissant comme une assemblée de bénédictins à l'égard des pauvres gens. Il est même profondément peiné de ne pas pouvoir faire plus pour eux. C'est la faute à son copain Patron qui ne veut pas.

Alors il suffirait de changer les têtes du théâtre de Guignol pour que le spectacle soit bien meilleur.

Il suffirait de mettre la bande à Marine au sommet du piédestal pour que tous les maux de la République soient guéris. Ces gens-là sont « vierges » en politique. Ils ont des idées, pourquoi ne pas les essayer ?



Sachez que ce discours est véritablement dangereux. Ces gens-là, figurez-vous, on les a déjà vus au pouvoir, un peu de partout et il n'y a pas si longtemps que ça dans l'histoire. On a déjà vu ce que leurs idées politiques avaient d'ignoble. Il faut faire attention à ce qui se cache derrière les paillettes et la poudre aux yeux ! A l'époque, ils ne prenaient pas la peine de se dissimuler sous une peau d'agneau comme ils le font depuis quelques temps... Et ce seront encore les mêmes qui paieront la facture... Vous le trouvez vraiment « nouveau » le discours contre les immigrés, les Juifs, les Arabes, les chômeurs, les assistés... tous responsables de la ruine de notre grande

Nation ? Soit vous êtes sourds et aveugles, soit vous êtes frappés par une grave crise d'amnésie. La pièce qu'ils nous jouent, ils l'ont déjà représentée à de multiples reprises, avec un autre nom, un autre costume ou un langage un peu moins bien étudié par leurs cabinets de communication.

Bien sûr, nous ne sommes pas dupes. Il n'y a rien de neuf dans les idées d'un Fillon, pas plus que dans celles d'un Sarkozy, ou d'un Valls.

Reste qu'il ne faut pas oublier. Tout parti nationaliste qui un jour accède au pouvoir se comporte toujours de la même façon. Le FN et ses clones agiront vite et fort.

Et en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, la France sera devenue ce pays où les ratonnades seront banalisées et se dérouleront sous les yeux mi-complices mi-impuissants des forces de l'ordre. En une semaine, une réunion publique d'un parti de gauche a été attaquée à Angers par une milice d'extrême droite au cri de « *Que crèvent les marxistes, les juifs capitalistes* ». Des cocktails molotovs ont été jetés à Nantes dans une maison occupée par des réfugiés...

L'heure de la revanche aura enfin sonné, on pourra enfin s'en prendre sans vergogne à l'étranger, à tous les étrangers, à tous ceux qui ne nous ressemblent pas et à ceux qui ne pensent pas « bien ».

Il sera alors trop tard pour exprimer ses regrets, dire sa honte ou sa naïveté d'avoir pensé que cela ne pouvait pas arriver, pas en France, pas de nos jours. Il sera trop tard...

AGENDA

19 novembre : Elections professionnelles à la SNCF.

24 novembre : Manifestations interprofessionnelles et unitaires des retraité-e-s.

26 novembre : Réunion nationale des retraité-e-s SUD Rail au siège de la Fédé à St Denis.

29 novembre : Manifestation nationale à Paris dans le cadre de la COP21.

1er décembre : Au local SUD Rail en gare de Nantes à 10h00, réunion de notre section. L'ordre du jour vous sera transmis très prochainement. Vous pourrez aussi vous y procurer l'agenda 2016...

10 décembre : Traditionnel repas de fin d'année à St Denis. Vous avez reçu les fiches d'inscriptions et nous devons tout faire pour être ensemble à ce rendez-vous.

12 décembre : Manifestation nationale à Paris dans le cadre de la COP21.

Sommaire

Edito	Page 2
Actions retraité-e-s	Page 3
Du côté des actifs	Page 4
La vie duraille	Page 5
COP21	Page 6
COP21	Page 7
Migrants	Page 8
Vigilance antifasciste	Page 9
Tête à claques	Page 10
Vite fait sur le zinc	Page 11
Culture	Page 12

Le 29 octobre, des milliers de cheminot-e-s à Paris

Après 3 ans de blocages des pensions (avril 2013), le gouvernement provoque les retraité-es en annonçant une augmentation des pensions de 0,1% en 2016. Ce blocage des pensions est suivi par leur mensualisation actée pour le 1er janvier prochain, prélude probable de son versement à terme échu. C'est ce mécontentement qui a entraîné la manifestation du 29 octobre. La remise en cause des facilités de circulation et la suppression du forfait optique ont aussi été beaucoup dénoncées lors de ce rassemblement.

Face à ce mécontentement qui, lui, ne cesse d'augmenter, le gouvernement fait la sourde oreille !.. L'image des rangées de CRS et de barrières déployées à proximité du ministère de la Santé et des Affaires Sociales illustre la volonté de dialogue du Gouvernement actuel.

Nous retiendrons de ce défilé entre la gare Montparnasse et les Invalides, la participation d'environ 15 000 personnes dont un cortège SUD Rail encore plus important qu'à la dernière

manifestation ! Sur notre région, une dizaine d'adhérents-es retraité-es SUD Rail avaient fait le déplacement et un camarade actif est venu nous saluer. De nombreux adhérents nous avaient contacté et informé de leur impossibilité d'être présents à cette mobilisation et nous les en remercions.



Devant la gare Montparnasse, comme ça devient une habitude, les collègues de Paris St Lazare tenaient le stand SUD Rail pour nourrir les manifestants et pas uniquement de notre syndicat ! Sans compter leur sono d'enfer qui a animé le parcours.

Notre section de retraités SUD Rail a largement diffusé l'information dans notre région pour la réussite de ce rassemblement. Par courrier mais aussi et surtout par infos sur Internet, tous les adhérents retraités ont été appelés à se rendre dans la capitale le 29 octobre. Diffusé sur toute notre région, cet appel a également été lu par des actifs et c'est ainsi qu'à Montparnasse nous avons retrouvé de jeunes militants de la région de Rennes (hélas pas de retraités). Plusieurs membres du Bureau Fédéral et d'actifs d'autres régions étaient aussi présents. En revanche, aucun actif de notre région n'a pu venir, la période des élections professionnelles n'étant pas la plus favorable !

A retenir aussi que l'UNIRS, depuis le 21 octobre, a appelé à une nouvelle mobilisation interprofessionnelle des retraité-es le 24 novembre, mais sans jamais avoir fait allusion à l'action du 29 octobre !.. Il y a de quoi se « brouiller les pattes » et c'est bien dommage.

Le 24 novembre 2015, dans chaque département Mobilisation interprofessionnelle des retraité-e-s

Le 24 novembre nous nous retrouverons à nouveau dans la rue, de façon unitaire à l'appel de 9 organisations syndicales (UCR-FO, UCR-CGT, UNAR-CFTC, UNIR-CGC, FSU-Retraitées, UNIRS-Solidaires, FGR-FP, Ensemble et Solidaires-UNRPA et LSR), mais cette fois dans tous les départements avec des retraité-es de tous les secteurs professionnels afin de dénoncer la politique anti-sociale du gouvernement.



Nos revendications :

- L'arrêt du gel des pensions et l'abrogation des mesures fiscales régressives contre les retraités ;
- L'augmentation des pensions directes et de réversion pour les femmes et les hommes ; l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités, et aucune pension inférieure au SMIC pour une carrière complète ;
- Le retour à une revalorisation annuelle des pensions au 1er janvier de l'année prenant en compte l'évolution des salaires ;
- la mise en œuvre au 1er janvier 2016 d'une loi sur l'adaptation de la société au vieillissement avec la prise en charge d'autonomie par la Sécurité Sociale ;
- Le développement et le renforcement des services publics indispensables à une vie digne, en particulier dans le domaine santé.

Revalorisation de...

0,11 %

des pensions

au 1er octobre 2015 !

Après des années de blocage, les pensions civiles et militaires de retraite sont revalorisées de... 0,11 % au 1er octobre 2015 .

Champagne ! Ou plutôt une bouteille d'eau minérale, c'est à peu près tout ce que permet une telle générosité

La revalorisation s'applique donc pour les virements reçus à partir de fin octobre. La revalorisation est automatique. Vous n'avez pas de démarche à effectuer.

La suppression de l'accompagnement systématique des trains de voyageurs par des contrôleurs s'accélère. Au début, la Direction a mis en place l'Équipement Agent Seul (EAS – trains sans contrôleurs) par petites touches. Désormais, sa mise en place se généralise avec la bénédiction des Autorités Organisatrices (les Conseils Régionaux) au point qu'une riposte d'ampleur nationale devient urgente.

Dans le combat à mener pour garder des contrôleurs à bord des trains, les cheminot-e-s peuvent compter sur le soutien de nombreux usagers. Sur la région, ces derniers l'ont exprimé en signant massivement la pétition initiée par SUD-Rail (plus de 5900 signatures). Ils sont nombreux aussi à se déplacer dans les comités de lignes pour revendiquer le maintien des contrôleurs. Ils ne sont pas dupes

lorsque la Direction SNCF leur répond qu'au contraire, il y aura plus de contrôleurs dans les trains. En effet, le « plus de contrôleurs », c'est en fait des brigades volantes qui ne seront là que pour réprimer la fraude alors que les usagers attendent en priorité la sécurité au quotidien que leur apportent les contrôleurs. Les usagers ont aussi

LUTTE ANTIFRAUDE : RENFORCEMENT DES CONTRÔLES



D'après la directrice de région, les brigades anti-fraude, c'est plus de contrôleurs à bord des trains...

exprimé, lors de comités de lignes, leur hostilité à « l'accueil embarquement ».

Les représentants du Conseil Régional, eux, pratiquent le double discours. D'un côté, ils affirment n'avoir pas demandé la suppression des contrôleurs, ni des agents des guichets ou des agents départ, mais de l'autre côté, ils pressent la SNCF de réduire ses coûts toujours plus.

Lors d'un comité de ligne, lorsque le représentant SUD-Rail faisait remarquer au vice-président aux Transports de la région Pays de la Loire que, depuis la mise en place de l'EAS sur les trains TER Le Mans Paris, il n'y avait plus de toilettes en état de fonctionnement dans ces rames, la réponse de ce dernier a été « il s'agit de matériel de la région Centre ».

Circulez, il n'y a rien à voir !

DES BUS, DES VOITURES, UN PEU DE TRAINS MAIS... EN 3^{ÈME} CLASSE !

Sous prétexte que « le train tout seul, ça ne marche plus », le Président de SNCF Mobilités a fait concocter par ses collaborateurs et collaboratrices ce que les patrons qualifient de « plan stratégique ».

Il ne reprend rien de ce que devrait être le plan d'une entreprise publique de transport ferroviaire tournée vers la satisfaction des besoins de la population.

Plutôt que d'améliorer le service existant, qui en a bien besoin, la direction SNCF a décidé de multiplier le « low-cost », c'est-à-dire de réinventer la troisième classe, d'abaisser la qualité des prestations, de diminuer la sécurité, de détériorer les conditions de travail du personnel. Au contraire, tout le monde devrait avoir les mêmes droits au transport ferroviaire (dessertes, horaires, tarifs, confort, accessibilité, sécurité, etc.).

Alors que les usagers demandent plus de personnel SNCF dans les gares (et dans les trains), la Direction SNCF accélère la systématisation d'Internet pour supprimer des milliers d'emplois d'agents commerciaux. Tandis qu'elle continue à fermer des lignes ferroviaires, la Direction SNCF lance des milliers de bus sur les routes

et les autoroutes. C'est une hérésie environnementale et en termes de sécurité.

« Devenir un intégrateur de mobilités multimodal et multiservices » est présenté comme un axe majeur de cette stratégie. Ce sont là de forts jolis mots, mais inventés par ceux-là mêmes qui, ces dernières années, ont détruit les Trains Autos, démantelé le service des bagages, complexifié le transport des vélos, quasiment fait disparaître les trains de nuit, etc.

Les dirigeant-e-s de la SNCF reprennent en chœur les stupides comparaisons du lobby routier : « le train coûte trop cher par rapport à la route ». Pourquoi oublient-ils que l'usure des routes est prise en charge par la collectivité, pas par les transporteurs routiers ? Que le nombre d'accidents et leurs conséquences ne sont pas pris en compte dans cette comparaison ? Que les conséquences environnementales sont sans commune mesure et très largement défavorables à la route ? Pourquoi font-ils semblant de s'offusquer du montant des péages, alors qu'ils ont organisé la séparation entre SNCF et RFF en 1997 et applaudit à l'écclatement en trois entreprises en 2014 ?

Le 19 novembre, l'avenir du service public ferroviaire, de la réglementation du travail des cheminot-e-s, de leur statut et de leurs conditions de travail seront en jeu.

Ce jour-là ont lieu les élections professionnelles à la SNCF, les premières depuis la contre-réforme ferroviaire de l'an passé.

L'enjeu est de taille. Il faut contrer les amicales jaunes que sont la CFDT et l'UNSA, véritables bras armés de la Direction SNCF pour casser les acquis. Si ensemble, SUD-Rail et la CGT dépassent plus de 50% des voix, la Direction sera gênée dans ses méfaits.

Les copines et copains du syndicat se battent comme de beaux diables pour défendre au quotidien les intérêts des cheminot-e-s. Ils et elles sont très engagées dans ces élections. Souhaitons-leur de la réussite et la reconnaissance des cheminot-e-s.



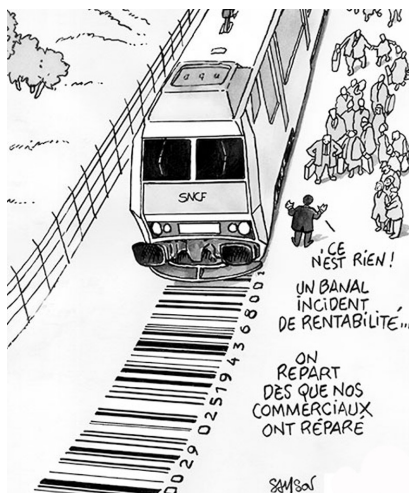
La sécurité ferroviaire ne serait-elle plus la priorité à la SNCF ? L'accident de Brétigny avait mis en évidence le mauvais état des infrastructures dont la maintenance est sans cesse sacrifiée au nom du dogme de la rentabilité. Depuis quelque temps, c'est le matériel ferroviaire TER qui est sous les feux de la rampe. Plusieurs événements qui auraient pu conduire à des drames mettent directement en cause des automotrices. La Direction SNCF, comme d'habitude, se voile les yeux.

X73500 : attention danger !

Les engins TER de la série X73500 conçus par ALSTOM, ont connu ces dernières années 318 défaillances, réparties sur l'ensemble du territoire. Sur ce type de matériel, des défaillances de conception peuvent provoquer des « déshuntages » (voir encart) susceptibles d'occasionner des collisions ferroviaires, des collisions avec des véhicules routiers aux passages à niveau ou des déraillements.

Depuis le début de l'année, plusieurs « déshuntages » auraient pu provoquer des accidents graves (liste non exhaustive). Sur l'axe Dax – Bayonne en janvier un X73500 a déshunté 7 fois sur 11 kilomètres. Conséquence, le train a franchi un passage à niveau avec les barrières ouvertes. En juin, des cas similaires ont été détectés en région Centre. Fin août, 3 cas de déshuntage étaient signalés en région Auvergne, à Saincaize et la Charité. Le 12 octobre, un X73500 avec des voyageurs à bord a déraillé en gare de Sainte Pazzanne, sans faire de blessés heureusement. Le déshuntage a provoqué la manœuvre de l'aiguillage sous le train ! Le 3 novembre encore, ce même type de matériel a déshunté une quarantaine de secondes entre Saint Etienne et Firminy...

Plus grave ! En 2006, à la Roche Maurice (région de Rennes), la non-fermeture d'un passage à niveau a entraîné une collision mortelle avec une voiture. L'été dernier, la SNCF a été renvoyée devant le tribunal correctionnel de Rennes pour homicide involontaire, suite aux conclusions de deux experts qui mettaient très clairement en



cause le phénomène de déshuntage. La fédération SUD-Rail exige l'immobilisation des rames X73500 jusqu'à ce que les causes conduisant à une situation de « déshuntage » soient identifiées et traitées sur l'ensemble du territoire. Mais la Direction SNCF ne souhaite pas appliquer ce principe de précaution alors que cette situation grave fait peser un risque anormal sur les usagers et les cheminots. Tout juste accepte-t-elle, depuis le 02 novembre, que les rames ne circulent qu'en unités multiples. Et lorsque qu'elle retire ce matériel, comme sur la ligne Saumur – Thouars – La Roche sur Yon, c'est dans la perspective de supprimer le trafic voyageurs puisque les X73500 ne sont pas remplacés par d'autres matériels et que les dessertes sont purement et simplement supprimées. Sans doute pour faire le bonheur des cars Macron.

Il est temps que la direction de la SNCF cesse cette course aux profits et entende l'expertise des cheminot-es qui au quotidien assurent la continuité du service public et alertent sur ces dysfonctionnements.

Le déshuntage, késaco ?

Les voies ferrées sont équipées de circuits de voie. Cela veut dire que les circuits de signalisation (signaux, aiguillages, passages à niveau...) passent par les rails. Le court-circuit (shuntage) réalisé par les essieux entre les rails permet ainsi de localiser les trains pour ainsi assurer leur protection et définir les itinéraires. La « disparition » d'un train suite à un déshuntage intempestif peut conduire à l'ouverture de signaux qui doivent rester fermés, au changement d'un itinéraire au mauvais moment, à la réouverture précoce de barrières de PN...

Les trains légers comme les X73500 sont connus pour déshunter facilement si les rails sont « pollués » (par des feuilles mortes, pollution...) ou rouillés (sur des voies peu circulées), surtout lorsque les circuits de voie sont à faible tension (type UM71 ou block 8700 Hz...). Dans le cas de Sainte Pazzanne, le circuit de voie était de type ITE (Impulsion de Tension Elevée), une technologie sensée justement éviter le déshuntage des circulations légères.

Il y a donc urgence à immobiliser les X73500 sachant que, dans certains cas, le temps de déshuntage a duré 40 secondes, largement le temps pour conduire à une catastrophe.

Un AGC en dérive !

Le 20 octobre entre Aboncourt et Rouen, une rame AGC (matériel Bombardier) percute deux bovins sur la voie, à 130 km/h. Accident peu fréquent mais banal. Ce qui l'est moins, c'est qu'après le heurt, le train n'a plus, ni freins, ni électricité, ni radio sol train, ni sifflet. Et le train se trouvant sur une rampe part en dérive sur 19 km à près de 100 km/h. Dans le choc, le coupleur électrique est arraché, la conduite principale est arrachée, la tringlerie de commande des purges de frein est déformée. Bilan : plus de frein électrique du fait des courts-circuits, plus de frein pneumatique suite à la

rupture de la conduite principale et surtout à cause de la purge des freins. Une fâcheuse conjonction d'incidents qui aurait pu conduire au pire.

Grâce au sang-froid de l'Agent de Conduite et à sa connaissance de la ligne, la catastrophe a pu être évitée. En effet, dans une rampe montante et alors que la rame folle avait perdu suffisamment de vitesse, l'ADC a sauté en marche et placé des cales qui ont stoppé le convoi. C'est aussi la contrôleur qui a mis les voyageurs en sécurité à l'arrière du train, rappelant ainsi le rôle indispensable du contrôleur à bord des trains à une époque où la Direction entend le retirer.



CONCURRENCE TRAIN - AUTOCAR :
LE TEST DE LA DERIVE.

Du 30 novembre au 11 décembre 2015 se déroulera à Paris le 21ème sommet des chefs d'Etats consacré au réchauffement climatique (COP21). Mais ils sont rares ceux qui croient que les multiples discours des gouvernements déboucheront sur des engagements concrets. En effet, entre les intérêts de la planète et de ses habitants et ceux des multinationales et des empires énergétiques privés, leur choix est vite fait.

Les seules propositions qui seront faites seront celles qui seront compatibles et profitables au capitalisme. Dans le texte qui sera négocié, il n'y aura aucun objectif chiffré de consommation d'énergies fossiles et donc de réduction des effets de serre. L'ONU, que l'on ne peut pas qualifier d'organisation contestataire, a déjà annoncé que les objectifs recherchés seraient insuffisants pour limiter le réchauffement climatique à +2°. Les géants industriels, l'agriculture intensive et autres pollueurs ont encore de beaux jours devant eux.

En France, nos gouvernants et le patronat veulent jouer les vertueux, mais leurs politiques les contredisent tous les jours. Le budget du ministère de l'Environnement, déjà bien bas, est encore amputé de 100 millions d'euros et 400 emplois vont y être

supprimés, notamment dans le domaine du contrôle du respect des réglementations. Trois nouveaux permis de recherche d'hydrocarbures liquides et gazeux viennent d'être accordés par le ministère de l'Environnement en contradiction avec le moratoire sur les gaz de schiste. Le ministère de l'Agriculture cède à pratiquement toutes les demandes du lobby FNSEA. De grands projets tout aussi inutiles que coûteux, tels que l'aéroport de Notre Dame des Landes, sont imposés y compris par la force. Le service public ferroviaire est sans cesse démantelé au profit du tout-camions et tout-autocars, etc...

Des alternatives sont possibles qui remettent en cause la sacro-sainte course à la croissance. Il y a les projets portés par les associations environnementalistes et citoyennes telles Alternatiba. Il y a les pratiques autogérées dans les ZAD. Il y a aussi tous les mouvements qui remettent directement en cause le capitalisme, y compris teinté de vert. Au final, la vertu de la COP21 sera peut-être de construire une mobilisation d'ampleur pour défendre une autre vision de la société et de l'économie et de permettre une convergence des luttes sociales et des luttes écologistes.

Calendrier « officiel » des mobilisations, sous l'égide de la Coalition Climat 21⁽¹⁾ :

Des marches pour le climat : la COP21 commence le 30 novembre. Dans toutes les capitales du monde, des marches seront organisées samedi 28 ou dimanche 29 novembre. A Paris, une manifestation nationale aura lieu le 29 novembre, elle devrait être massive. Des marches sont également organisées dans d'autres villes françaises : à Nantes et Rennes le 28 novembre, par exemple.

Un sommet citoyen pour le climat aura lieu les 5 et 6 décembre à Montreuil (banlieue parisienne). Il regroupera :

★ Un « Climat Forum » qui sera l'occasion de participer à des centaines de débats, ateliers et conférences. L'espace du « Climat Forum » permettra d'échanger et débattre autour des initiatives, analyses et solutions portées par les luttes du monde entier. Il sera également un espace de préparation

des actions qui pourront avoir lieu pendant la 2ème semaine des négociations.

★ Le Village Mondial des Alternatives d'Alternatiba qui montrera des alternatives concrètes locales et internationales pour le climat et la justice sociale.

★ Le Marché paysan de la Confédération Paysanne.

Une Zone d'Action pour le Climat (ZAC), du 7 au 11 décembre, dans le nord de Paris, pour faire tourner l'information.

La plus grande action de masse, **une manifestation internationale**, aura lieu le 12 décembre à Paris.

⁽¹⁾ Plus de 130 organisations de la société civile, des syndicats (dont Solidaires) aux associations de solidarité internationale, en passant par des organisations confessionnelles, des ONG de défense des droits humains, de l'environnement ou encore des mouvements sociaux, se sont alliées au sein de la Coalition Climat 21.

Le projet d'aéroport inutile à Notre Dame des Landes sera une tache indélébile sur la COP 21. En effet, en contradiction avec les vœux pieux émis par les organisateurs de ce sommet, les déclarations guerrières du Premier Ministre et de son préfet de Nantes laissent à penser qu'une nouvelle intervention policière massive aura lieu dès la fin du sommet.



Un convoi de tracteurs et de vélos partira le 21 novembre de Notre Dame des Landes pour atteindre Paris le 28 novembre à l'occasion du sommet sur le climat pour rappeler à nos gouvernants qu'ils aient enfin la sagesse d'abandonner ce projet inutile, anti-écologique et coûteux pour les contribuables.

N'hésitez pas à faire un bout de chemin avec eux : sur la région, le 21/11 entre NDDL et Ancenis, le 22/11 entre Ancenis et Angers, le 23/11 entre Angers et La Flèche, le 24/11 entre La Flèche et Le Mans, le 25/11 entre Le Mans et Nogent le Rotrou.



Face à l'inaction des puissances politiques et économiques pour agir face aux changements climatiques, de nombreuses initiatives alternatives sont organisées par des collectifs d'associations et de citoyens. Voici une de ces initiatives en cours dans le Maine et Loire.

Pour une transition citoyenne dans le Maine et Loire

AUTOUR DU MOUVEMENT ALTERNATIBA

À la suite d'Alternatiba Bayonne en octobre 2013, sont créés des Villages des alternatives, individuelles, collectives, territoriales et systémiques au changement climatique et à la crise énergétique. L'objectif est de diffuser le message de l'urgence climatique, tout en combattant le sentiment d'impuissance et donc la démobilisation en appelant à mettre en route sans plus attendre la transition sociale, énergétique et écologique nécessaire. L'idée est que « *nous pouvons ainsi continuer à changer concrètement les choses chacun-e à notre niveau* ».

Alternatiba a rejoint le collectif pour une transition citoyenne. Ce collectif a été créé au niveau national en mai 2013 lors de la Fête de la transition à Cluny. Les mouvements rassemblés ont alors fait une déclaration commune, dont voici un extrait :

« Face à une crise systémique (écologique, économique, sociale,...) chaque jour plus profonde, un mouvement est en marche qui, partout, réinvente nos façons de produire, d'échanger, d'habiter, de nous nourrir, de nous déplacer, d'éduquer nos enfants... »

(...) Nous, organisations qui œuvrons, chacune dans notre domaine, à cette transition écologique sociale et humaine, croyons qu'il est temps d'amplifier ce mouvement et de lui donner la puissance nécessaire à un profond changement de société. »

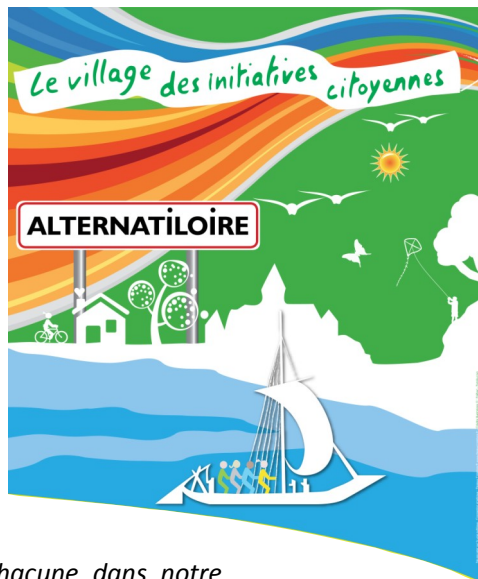
Parmi les premiers signataires : Attac, Biocoop, Bioconsom'acteurs, Les Colibris, Enercoop, La Nef, Mouvement des AMAP, Terre de liens, Villes en transition.

LA TRANSITION CITOYENNE DANS LE 49

En 2013 justement, Alternatives citoyennes et fraternelles (ACF49), une association constituée autour du Festival du film nature et environnement pour « *passer des idées aux actes* », s'interroge sur les liens à tisser avec d'autres acteurs se reconnaissant dans le mouvement de la transition. Après avoir incubé l'association « *Agir pour la transition* » qui diffuse la monnaie locale complémentaire La Muse (voir Pépère Peinard n°1), elle identifie les membres du collectif national présent dans le 49 et provoque deux rencontres à l'automne 2013 puis en janvier 2014.

Cette deuxième date sera le lancement du collectif pour une transition citoyenne 49 qui répond à l'appel d'une journée d'action nationale dès février. En s'appuyant sur l'idée du

collectif informel Disco Soupe, les compétences d'un cuisinier membre d'ACF49, et l'énergie collective de tous, le collectif investit la place du Ralliement à Angers pour proposer aux passants un buffet fabriqué à partir de fruits et légumes invendus et sauvés de la poubelle. Au-delà de la sensibilisation au gaspillage alimentaire, c'est l'occasion d'échanges avec les passants qui prennent le temps de s'arrêter devant cet étrange attroupement. Se retrouver à discuter de la taxe Tobin avec des copines revenues du shopping, cela forge une expérience positive de l'action collective !



La mayonnaise a pris, et le collectif se lance dans la préparation de la Fête de la transition. Là encore, la complémentarité est recherchée avec les forces existantes, en l'occurrence Forum social et environnemental qui a organisé deux FSL (Forums sociaux locaux) à Montreuil-Bellay en 2010 et 2012. Le dernier week-end de septembre 2014, 1000 personnes sont de la fête au Lycée du Fresne : un succès qui répond à une attente forte, notamment depuis la disparition de la Fête Bio de Mûrs-Erigné. Au programme : agriculture biologique et paysanne, circuits courts, économies

d'énergie et énergies renouvelables, économie sociale et solidaire, monnaie locale, jardins partagés, cuisine végétarienne, bien-être,...

En 2015, le collectif remet le couvert, rejoint par des énergies nouvelles suite à la première édition, notamment des trentenaires. Le format change avec le souhait de s'inscrire dans la dynamique Alternatiba dans la perspective de la COP21. Alternatiloire est alors un événement qui se déroule dans 4 villages des initiatives citoyennes : Saumur, Les Rosiers-sur-Loire, Angers et Chalonnes-sur-Loire. L'objectif est d'être présent dans l'espace public pour être plus accessible, et de faciliter des mobilisations locales. Les villages mêlent ateliers, spectacles, démonstrations, jeux, conférences, avec la volonté de mettre chacun en action. Avec plus de 2500 personnes et des collaborations nouvelles, le collectif franchit un nouveau palier, au prix d'un effort non négligeable de chacun.



Guerres, misère, dictatures et changements climatiques poussent des millions de personnes à fuir leur pays pour tenter de trouver ailleurs un avenir un peu meilleur.

Les informations savamment distillées par les médias sur ces colonnes de réfugiés entraînent à la fois des sentiments de compassion et de peurs irrationnelles. Les images en boucle de milliers d'apatrides bloqués aux frontières de différents pays européens permettent à tous les semeurs de haine de parler d'invasion et de faire leur beurre électoral. La découverte de 72 cadavres dans un camion en Autriche, la photo du petit Aylan, mort sur une plage en Turquie et après 3 000 morts en Méditerranée depuis janvier sont l'occasion pour nos gouvernants de verser des larmes de crocodiles et de gesticuler sur l'impérieuse nécessité d'accueillir un maximum de réfugié-e-s. A ce petit jeu, le gouvernement français est bien huilé. Mais la réalité est toute autre : la France « *patrie des droits de l'homme* » est l'un des pays qui accueillera le moins de réfugié-e-s (encore moins de migrant-e-s de zones hors conflits), soit 30 000 quand l'Allemagne en accueille presque 25 fois plus. Derrière ce discours « humaniste » et démagogique, la réalité en Europe, c'est murs et barbelés aux frontières, navires de guerre en mer. Comble du cynisme, les états européens opposent maintenant les « *vrais* » réfugiés de

guerre aux « *faux* » réfugiés économiques. Mais qu'ils fuient l'Afrique, l'Irak ou l'Afghanistan, l'Erythrée ou d'autres pays du tiers-monde, tous ces migrants sont avant tout les victimes d'une situation dont les grandes puissances sont largement responsables.

Calais: LA SITUATION S'AGGRAVE...



Et loin de la frénésie médiatique avide de naufrages en Méditerranée, des dizaines de migrant-e-s meurent en France, quasiment dans l'indifférence, du côté de Calais, en voulant rejoindre la Grande Bretagne. Ainsi, au moins 17 migrant-e-s sont morts depuis le 1er juin, écrasés par des navettes ferroviaires, électrocutés par la caténaire ou renversés par des véhicules routiers. Malheur à ces pauvres bougres condamnés à choisir entre prendre le risque de mourir ou rester bloqués entre des barbelés, à la merci des trafiquants

de tout genre, des harcèlements de la police ou des ratonnades des milices fascistes de « *Sauvons Calais* ».

Les salarié-e-s d'Eurotunnel sont complètement angoissés de cette situation. Dans un appel, les cheminots CGT d'Eurotunnel écrivaient : « *Aujourd'hui nous avons peur. Peur de commencer, peur de finir, peur de conduire, peur du devant, peur de percuter, d'écraser, d'électrocuter, de réduire en bouillie un pauvre hère, un déshérité, un maudit de la vie, un damné de la Terre* », « *Combien de blessés encore ? Combien de morts ?* », « *Allons-nous devoir nous accommoder sur le long terme de cette comptabilité morbide ? Jusqu'à quand encore serons-nous hantés, durant notre activité mais aussi pendant nos repos, par ces images et ces situations surréalistes ?* ». Pour la direction d'Eurotunnel, cette situation n'est vraiment pénible que lorsqu'il n'y a aucune « *incidence sur le flux d'exploitation du Tunnel* ».

Face à la situation inhumaine des migrant-e-s sur notre territoire, il faut affirmer haut et fort notre solidarité et défendre une liberté de circulation qui ne soit pas seulement réservée aux plus nantis.

À lire, au sujet de la situation à Calais, l'excellent blog « *Passeurs d'hospitalités* » <https://passeursdhospitalites.wordpress.com>

Dans le même temps, deux millions et demi de Français vivent à l'étranger. Ils vont chercher espoir et fortune en Europe et aux États-Unis, dans ces nouveaux mondes que sont encore l'Australie ou la Nouvelle-Zélande où, la plupart du temps, ils ne prennent même pas la peine de s'inscrire sur les registres des consulats de France, tout confiants qu'ils sont dans le climat du pays qui les accueille. L'émigration progresse aussi en Afrique et au Maroc où les binationaux comme les retraités apprécient un meilleur climat que celui de l'hexagone. Et que dire des hordes d'exilés fiscaux qui envahissent le Portugal : dix ans sans payer d'impôts, c'est aussi tentant pour

nos retraités aisés que ne l'est pour nos pauvres voisins la perspective de venir en France travailler... et payer des impôts !

D'un autre côté, avez-vous entendu parler de racisme à l'égard de nos frères nationaux en exil ? Ces deux millions et demi de Français nous font-ils entendre l'écho de leurs malheurs depuis les terres de leur vie nouvelle ? Ces migrants économiques animés par l'appât du gain passent-ils là-bas pour des criminels ? Leur envoie-t-on la police à la descente du train ? Doivent-ils transiter dans des camps ? Sont-ils retenus en quarantaine ? Est-ce que leurs compétences sont mises en balance avec leurs origines ethniques ?..

200 millions

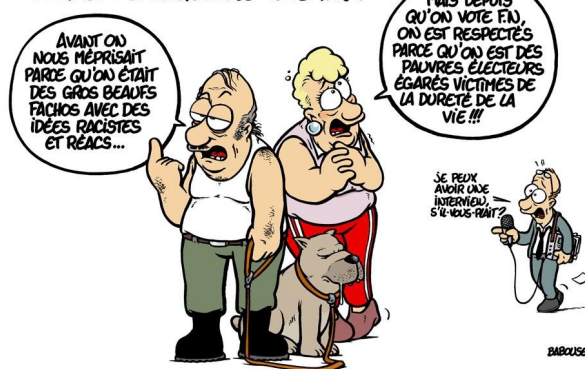
C'est l'estimation du nombre de réfugié-e-s climatiques probable en 2050, en raison de la sécheresse et de la montée du niveau des océans

LE FASCISME DIVISE, LE FASCISME S SEME LA HAINE, LE FASCISME TUE.

ENSEMBLE, COMBATTONS-LE.

Les 6 et 13 décembre auront lieu les élections régionales. En tant qu'organisation syndicale indépendante des partis politiques, il ne s'agit pas pour nous de donner une consigne de vote pour tel ou tel parti. Les salarié-e-s savent bien lesquels ont fait le choix de défendre les intérêts du patronat, de leur donner toujours plus et d'obliger la majorité de la population à supporter cette politique (chômage, précarité, revenus bloqués, retraites repoussées, insécurité sociale, démantèlement des services publics...). Cela déterminera sans doute, pour beaucoup, leur choix de vote... ou de non-vote.

COMMENT EXPLIQUER LE VOTE FN ?



Pourtant, notre section retraité-e-s SUD-Rail ne peut pas rester insensible à la montée des idées les plus réactionnaires et xénophobes. Nous estimons de notre devoir d'informer nos adhérent-e-s (voir notre éditorial en page 2), en affichant clairement : voter pour le FN ou une autre liste d'extrême-droite, c'est voter contre ses propres intérêts !

N'oublions pas qu'Hitler a été démocratiquement mis au pouvoir, par des électeurs allemands qui souvent n'étaient pas nazis. Ils ont voulu essayer, nous connaissons la suite... et se serait

un comble que, 70 ans après la Libération, les nostalgiques de ceux qui ont fui par les fenêtres reviennent par la grande porte.

Vigilance syndicale antifasciste

Il est indéniable que, portés par la déshérence sociale, les peurs liées au contexte géopolitique, la prégnance du religieux sur la société et des médias aux ordres des magnats du capitalisme, les différentes composantes de l'extrême-droite, FN en tête, se renforcent et tentent d'imprégner tous les champs de la société, y compris sur le terrain des revendications syndicales et sociétales.

Cela doit nous conduire à toujours plus de vigilance.

Par exemple, le Front National, via une association prête-nom, se lance dans la dénonciation du projet d'aéroport de Notre Dame des Landes avec comme slogan « *Ni aéroport, ni... ZAD* ». Or, mauvaise surprise, lors d'une réunion publique sur ce thème organisée par le FN à Nantes, il y avait à la tribune

aux côtés de fachos pur jus, le représentant de l'association NEXUS qui milite pour des dessertes ferroviaires alternatives, notamment de Nantes-Atlantique et, à ce titre, agit aux côtés de l'ACIPA (principal collectif d'opposants à l'aéroport) et était en contact avec notre organisation syndicale.

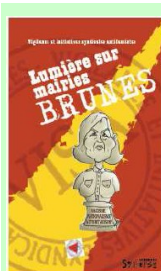
Le risque d'infiltration d'organisations syndicales est grand, lui aussi. C'est bien connu, certains syndicats ne s'en offusquent pas du tout. C'est le cas de Force Ouvrière où les fachos sont



historiquement nombreux et côtoient, semble-t-il sans anicroches, des militant-e-s d'autres tendances politiques, en principe incompatibles, tout ça au nom de l'indépendance syndicale. C'est le cas aussi à l'UNSA cheminots qui présente un militant du FN comme tête de liste au CE Fret aux élections professionnelles du 19 novembre. L'utilisation des réseaux sociaux (Facebook, etc...) par bon nombre de syndicalistes de tous horizons entraînent parfois des surprises désagréables.

SUD-Rail résolument antifasciste

A l'Union Syndicale Solidaires et dans les syndicats qui la composent, nous portons des valeurs clairement incompatibles avec celles du FN et l'extrême droite et cela est clairement affiché dans nos statuts. Néanmoins, la vigilance ne doit pas faiblir pour éviter toute infiltration ou simplement toute banalisation des discours haineux et discriminatoires. C'est pour cela que nous soutenons la démarche du syndicat SUD-Rail des Pays de la Loire (et d'autres syndicats régionaux) qui demande qu'aucune relation ne soit menée avec un syndicat tolérant des discours nauséabonds, surtout s'il souhaite se revendiquer d'une structure de Solidaires. Démarche de bon sens qui, compte tenu des valeurs que nous portons, ne peut faire que l'unanimité.



« **Lumière sur mairies brunes** », le nouveau livre de VISA est en vente (à commander au syndicat).

Garder la mémoire... Pour mieux combattre la progression de l'extrême droite dans les têtes et dans les urnes. Garder la mémoire... Pour démontrer que le Front national n'a pas changé depuis 1972, qu'il est toujours un parti raciste, xénophobe, nationaliste et féroce hostile à l'action syndicale.

Composé par Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (VISA), ce livre est une « **boîte à outils** ».

On y trouve le récit détaillé des faits et méfaits du Front national et de ses alliés au terme d'une année d'exercice du pouvoir municipal dans les quinze villes qu'ils occupent depuis le printemps 2014.

Si depuis cette date, le FN ne transforme pas brutalement les villes conquises en laboratoires d'expérimentations fascistes, il n'en demeure pas moins que leurs délibérations visent à la destruction des politiques sociales, à la stigmatisation des

étrangers et des populations d'origine immigrée et à la mise au pas des opposants.

Attaques frontales contre la culture, baisses drastiques des subventions aux associations non soumises, surarmement des policiers municipaux, noms de rues changés, appropriation et falsification de symboles ouvriers, fonctionnaires territoriaux mis sous pression, ségrégation dans l'attribution des logements sociaux... Tel est le quotidien dans les municipalités brunes dont ce livre dresse le catalogue accablant, mais indispensable pour amplifier la riposte.

A l'heure où un nouveau plan massif de suppressions d'emplois pèse sur les salarié-e-s d'Air France, où le mépris de leur Direction conduit à des actes de colère légitimes et où des salarié-e-s en lutte sont arrêtés et mis à pieds comme des voyous avec la bénédiction du gouvernement, il nous semble nécessaire de brosser le portrait d'Alexandre de Juniac, PDG d'Air France, qui, plein de courage, s'est bien gardé de mouiller sa chemise le jour d'un CCE devenu célèbre.

Les propos régulièrement tenus par Alexandre de Juniac ont conduit l'ensemble des syndicats d'Air France à décliner les stériles rendez-vous de négociations, estimant que « *les multiples déclarations d'Alexandre de Juniac, PDG de Air-France KLM, compromettaient le dialogue social au sein de la compagnie* ». L'unanimité des syndicats de la compagnie à refuser le dialogue avec Alexandre de Juniac traduit un malaise beaucoup plus profond, une défiance grandissante à l'égard du dirigeant.

Comment ne pas les comprendre ? Car pour négocier, il faut être deux. Il faut avoir le sentiment d'être un minimum respecté, entendu, avoir confiance. Lorsque De Juniac se produit sur les radios ou devant les caméras, il tente de donner le change, cherchant à se montrer pédagogue.

Mais en petit comité, le discours est radicalement différent. C'est le patron totalement décomplexé. Plus question de prudence, de sauver un tant soit peu les apparences. Les salariés ? Ils n'ont aucune compétence ou savoir-faire, ne participent en rien à la création de richesses, ne font pas l'entreprise. Ils ne sont que des charges insupportables. Le droit social, les acquis sociaux ? Un ramassis de bêtises, qui ne peuvent que gêner la belle et bonne compétition mondiale.

Une vidéo tournée lors des entretiens de Royaumont les 6 et 7 décembre 2014 permet de mesurer l'ampleur de ce double langage. Lors de ces rencontres patronales, auxquelles assistait Pierre Gattaz le président du Medef, il devait intervenir sur le thème « *les acquis sociaux face aux enjeux mondiaux* ». Quelques semaines après la fin de la grève des pilotes qui venait de coûter 300 millions d'euros à la compagnie aérienne, le sujet était un vrai boulevard offert au PDG d'Air France KLM. Il allait pouvoir dire tout le mal qu'il pensait des syndicats, des salariés, de ces Français obtus qui ne comprenaient vraiment rien aux grands enjeux mondiaux auxquels sont

confrontés les dirigeants.

Face à un auditoire tout acquis, Alexandre de Juniac est allé beaucoup plus loin que ce qui était attendu, livrant sans fard sa pensée profonde. Les mots manquent pour qualifier ses propos. Jamais on n'aurait pensé qu'un patron, surtout d'une entreprise publique, puisse en arriver à une telle régression.

Alexandre Marie Henry Begoÿgne de Juniac, patron social-killer

Alexandre de Juniac commence en terrain familier, sur la critique connue des acquis sociaux. Cet ancien élève de l'ENA, balayant toute l'histoire sociale jusqu'au préambule de la constitution de 1946, s'interroge sur leur définition pour finir par affirmer que « *tout cela était très flou* ». Une seule certitude pour lui : en France, « *les acquis sociaux sont considérés comme intangibles et irréversibles* ». Succès garanti dans la salle.



La suite était assez prévisible. Alexandre de Juniac embraye sur les 35 heures. « *La durée du temps de travail, qui paraît-il est un acquis social, qu'est-ce cela veut dire pour un ingénieur qui a une tablette et un smartphone et qui travaille chez lui ?* », s'interroge-t-il. Le PDG d'Air France KLM poursuit naturellement sur les retraites. « *Est-ce que cela a un sens de fixer l'âge de la retraite ?* », demande-t-il. Doit-elle être à 62, 63 ou 65 ans ? Dans les faits, compte tenu de la modification des trimestres à accumuler, l'âge de la retraite pour de nombreux salariés est reporté à 67 ans pour bénéficier une pension à taux plein. Mais qu'importe ! Cela permet toujours de faire quelques effets de manches devant une assistance convaincue par avance.

Sans la moindre gêne, le PDG d'Air France enchaîne sur un sujet que l'on pensait désormais impossible à remettre en cause : l'interdiction du travail des enfants. Mais manifestement, pour le patronat décomplexé, aucun sujet n'est tabou. « *Je me suis penché sur l'évolution du travail des enfants. On a d'abord interdit aux enfants de moins de huit ans*

de travailler, puis l'interdiction a été portée à douze ans, puis à seize. (...) Qu'est-ce que c'est qu'un enfant ? Est-ce qu'il faut les faire travailler, pas travailler ? Pas sûr », disserte-t-il. C'est vrai, rien n'est sûr. Dans la grande compétition mondiale, il faut savoir tout relativiser. Dommage qu'il n'y ait plus de mines en France, on pourrait remettre les petits de cinq ans à pousser les chariots. Même une partie de son auditoire a paru en être gênée.

Revenant sur son expérience de patron d'Air France, Alexandre de Juniac se met à expliquer les effroyables contraintes auxquelles il est soumis. Sans possibilité d'agir sur le prix du kérosène, ou sur les tarifs des redevances aéroportuaires, sa seule marge de manœuvre, explique-t-il, « *c'est le coût du travail* ». Tout cela impose, selon lui, de « *mettre des limites aux acquis sociaux* », d'autant qu'il faut faire face à une concurrence redoutable, avec d'un côté les compagnies low cost et de l'autre les compagnies du Golfe. Ni les unes, ni les autres ne sont bridées par le droit social, à l'entendre.

Se sentant porté par son sujet, le PDG d'Air France ne peut s'empêcher alors de raconter une anecdote, qui manifestement lui tient à cœur : « *Comme le disait mon homologue de Qatar Airways, hier à propos de la grève : M. de Juniac, chez nous, ce ne serait pas possible, on les aurait tous envoyés en prison* », raconte-t-il d'une mine gourmande, sous les applaudissements de la salle. C'est dire combien la France est défavorisée ! Et le Qatar est un si bel exemple ! Les salariés émigrés, traités comme des esclaves, y meurent par tombereaux sur les chantiers. N'est-ce pas un modèle pour les Français, à moins qu'on ne préfère les camps de travail chinois ?

Faut-il aller plus loin dans la démonstration ? Quand un patron, qui lui bénéficie d'acquis et de protections intangibles pour avoir réussi dans sa jeunesse un examen à Polytechnique et à l'ENA, en arrive à défendre de telles vues, il ne faut pas s'étonner que la confiance avec les syndicats ne puisse plus exister.

Source ATTAC

Une récompense pour le soutien de son syndicat ?... Alexandre de Juniac a eu le bon goût d'offrir au leader de la CFDT, le sieur Berger, un voyage en Nouvelle-Calédonie en première classe... pas un aller-retour à 2800€ en classe économique avec le tout-venant. Selon la pub de la compagnie, comme les riches voyageurs, il aura connu en outre « *une expérience gastronomique inoubliable..* » à faire vomir les employés et délégués qui tentent de s'opposer aux 2900 suppressions emplois programmées..



Les tensions sociales vont-elles s'intensifier en 2016 ?

Entreprise&Personnel est un réseau associatif d'entreprises consacré à la gestion des ressources humaines et au management des hommes et des organisations. Dans sa dernière note de conjoncture sociale, ce think-thank s'inquiète sur les risques de montée des tensions salariales en 2016 sur fond de rejet de la politique gouvernementale et de dégradation des conditions de travail. Selon cette note, les salarié-e-s supportent de moins en moins de voir que les efforts auxquels ils ont « consentis » ne leur apportent rien d'autre que des conditions de travail dégradées. L'austérité salariale devient insupportable, les politiques gouvernementales sont perçues à sens unique au profit des patrons.

D'après ces DRH, l'augmentation des frustrations et des colères se traduisent surtout par une montée de l'absentéisme, mais pourraient entraîner « un basculement progressif vers des mobilisations ». Le rejet montant des « réformistes » ne profiterait pas aux syndicats les plus contestataires, faute d'un taux de syndicalisation très faible, mais pourrait se traduire lors de négociations salariales ou de plans de restructurations, par des conflits durs, catégoriels et incontrôlables, à l'image du conflit Air France.

Ils doutent de l'intérêt de modifier le droit du travail et d'intensifier la flexibilité. Pour autant, ils ne proposent pas d'autres solutions que de réfléchir autour des conditions de réalisation du travail, de l'identité professionnelle, de la charge de travail. Faut quand même pas croire qu'un DRH va changer de casquette, même pour ne pas perdre sa chemise...

Dialogue social à la SNCF : la Direction a peur d'y laisser sa chemise !

Les cheminot-e-s du Technicentre de Paris Saint Lazare sont en lutte avec leur syndicat SUD-Rail depuis le 30 janvier pour obtenir des effectifs supplémentaires, des formations et un meilleur déroulement de carrière, pour dénoncer aussi un management par la terreur. Las d'attendre une réelle négociation avec la direction de leur établissement, une soixantaine de cheminot-e-s ont profité de la tenue du Comité Central d'Entreprise du 03 novembre à Saint Denis pour tenter de trouver un interlocuteur au sein du siège de la Direction SNCF. Mais ils n'y ont trouvé que les représentants SUD-Rail qui ont quitté la séance du CCE pour

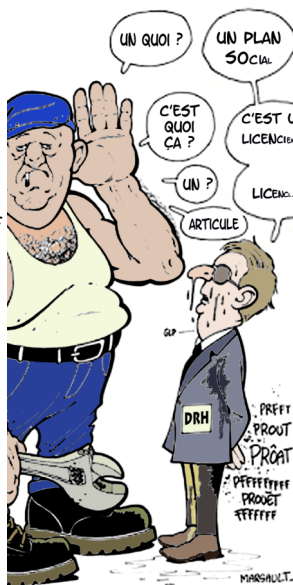
venir leur apporter du soutien. La Direction, quant à elle, a préféré délocaliser la réunion du CCE et appeler un escadron de gendarmes mobiles pour encercler les cheminot-e-s. Peut-être que nos vaillants dirigeants et leurs délégués syndicaux préférés de la CFDT et de l'UNSA avaient mis leurs plus belles chemises et qu'ils y tenaient...

Les cheminot-e-s ont dû attendre, dans le plus grand calme, et sous occupation gendarmesque qu'un sous-fifre de la Direction veuille bien proposer une négociation. Comment s'étonner qu'avec une telle conception du dialogue social, il n'y ait pas d'envie de leur faire tomber la chemise...

Et une promesse non tenue, une de plus !

« J'accorderai le droit de vote aux élections locales aux étrangers résidant légalement en France depuis cinq ans ». C'était l'engagement n°50 du candidat François Hollande, durant l'élection présidentielle de 2012. Mais la promesse semble bel et bien enterrée. C'est Manuel Valls qui lui a porté le coup de grâce, mardi 3 octobre, devant

les étudiants de Sciences Po Paris. Non seulement le premier ministre estime que la réforme « ne peut se faire », puisqu'elle n'obtiendrait pas de majorité qualifiée au Congrès, selon lui, mais il va jusqu'à se dire « convaincu qu'elle ne sera pas proposée à la prochaine présidentielle », et qu'elle n'est « plus une priorité ».



Répression à Air France

A la suite de la manifestation contre la suppression de 2900 emplois lors du CCE d'Air France, 5 salariés sont injustement incriminés et ont été mis à pied à titre conservatoire, sans solde. Ils seront jugés le 2 décembre. D'autres sont sous le coup d'une sanction disciplinaire.

Nous sommes nombreux à vouloir les soutenir financièrement, c'est la raison pour laquelle l'intersyndicale d'Air France organise une collecte qui leur sera reversée.

On peut verser à l'adresse suivante :

<https://www.lepotcommun.fr/pot/h8micqm8>

Merci pour eux et leur famille !

2 milliards

C'est le nombre d'habitant-e-s de la planète qui souffrent du manque d'eau de qualité.

Notre programme humanitaire sur le village de Koaré au Burkina Faso est dans sa deuxième phase. Le financement d'une nouvelle salle de classe (8 000 € environ) est en cours, mais à ce jour il n'est pas atteint. Nous renouvelons donc notre appel aux dons que vous pouvez nous adresser sous forme de chèque libellé à l'ordre de « UFR SUD-Rail » avec au

dos la mention « Burkina Faso ». Cela se fait déjà sur plusieurs syndicats nous souhaitons que notre région suive cet exemple. Nous vous remercions de votre aide.





Sous les pavés, la terre est un film documentaire français, réalisé par Thierry Kruger, cinéaste nantais, et Pablo Girault, sorti en 2009.

Le film expose des solutions durables, réalisables à courts et moyens termes, dans les domaines de l'agriculture, de l'habitat individuel et des transports. Il se clôt par une séquence d'essence philosophique.

En grand sage, Pierre Rabhi, auteur et paysan, rythme le film entre chaque partie avant que ne soient posées les menaces : Dominique Belpomme,

cancérologue, dénonce les pesticides, Claude Bourguignon et son épouse Lydia, microbiologistes, nous alertent sur la mort des sols, tandis que Jacques Testart et le député André Chassaigne nous mettent en garde contre les OGM. Hubert Reeves fait une courte intervention.

Parallèlement vient *"l'utopie concrète"* : maisons saines et passives avec Patrick Baronnet et José Bové, gestion individuelle de l'eau et des déchets, écovillage du Viel Audon, ferme expérimentale du Petit Colibri (agriculture sans labour).

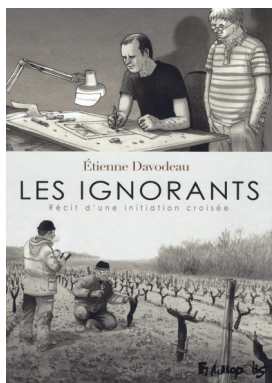
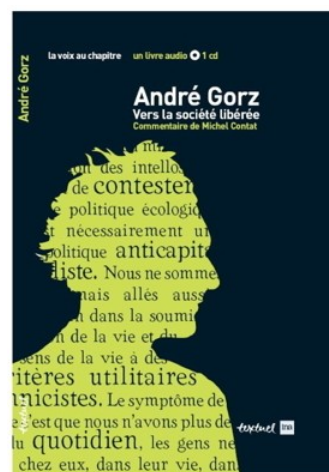
Puis, les fondateurs d'*Aerospace Adour Technology* rêvent tout haut de rebâtir les grands dirigeables rigides, solution écologique d'avenir pour le transport de marchandises et de voyageurs.

A l'occasion de la mobilisation pour le climat contre les « vampires » de la COP 21, nous vous proposons un livre, parmi bien d'autres d'André Gorz. Il est considéré comme l'un des premiers théoriciens de la décroissance, « *On ne peut pas continuer à exploiter au même rythme des ressources qui sont limitées sans arriver à l'effondrement ...* ». André Gorz a esquissé de nouvelles perspectives sur la place du travail dans nos vies et la relation entre écologie et travail, remettant l'homme au centre d'une éthique du temps libéré.

« Pour Gorz, il faut oser rompre avec cette société qui meurt et qui ne renaîtra plus. L'enjeu n'est pas la sortie de la crise. Pour lui, ce qui se

joue désormais est bien la sortie du capitalisme lui-même. La crise financière actuelle, la crise du travail et la crise écologique forment un tout : elles traduisent l'épuisement du système économique dominant. Il n'est pas possible de les séparer ni de les hiérarchiser. Le capital semble avoir approché au plus près son rêve : celui de faire de l'argent avec de l'argent. Mais la menace d'effondrement du système est telle désormais que tout semble possible, le pire comme le meilleur. Il y a potentiellement, pour André Gorz, une « sortie barbare » ou une « sortie civilisée » du capitalisme. Seuls nos choix collectifs décideront de la forme qu'elle prendra et du rythme auquel elle s'opérera ».

(source Nouvel Obs)



Étienne Davodeau, originaire des Mauges, est auteur de bande dessinée, il ne sait pas grand-chose du monde du vin.

Richard Leroy est vigneron, il n'a quasiment jamais lu de bande dessinée.

Mais ces deux-là sont pleins de bonne volonté et de curiosité. Pourquoi choisit-on de consacrer sa vie à écrire et dessiner des livres ou à produire du vin ? Comment et pour qui les fait-on ? Pendant plus d'une année, pour répondre à ces questions, Étienne est allé travailler dans les vignes et dans la

cave de Richard, lequel, en retour, s'est plongé dans le monde de la bande dessinée. Ils ont ouvert de nombreuses bouteilles et lu pas mal de livres.

Ils se sont baladés, à la rencontre d'auteurs et de vignerons passionnés par leur métier.

Étienne Davodeau fait le pari qu'il existe autant de façons de réaliser un livre qu'il en existe de produire du vin. Il fait le constat que l'un et l'autre ont ce pouvoir, nécessaire et précieux, de rapprocher les êtres humains. C'est le joyeux récit de cette initiation croisée que vous propose « *Les Ignorants* ».

Annette Muller est née en mars 1933, en France. Ses parents sont originaires de Pologne, un pays qu'ils ont quitté en 1929. Annette est le 3ème enfant. Le petit dernier, Michel, est né en 1935. Quand la guerre est déclarée entre la France et l'Allemagne, Annette a six ans. Peu à peu, les conditions de vie deviennent plus difficiles. La population doit faire face aux restrictions, aux bombardements. Et puis, les Juifs sont de plus en plus mis à l'écart. Les lois antisémites leur imposent de porter une étoile jaune sur leurs vêtements, leur interdisent l'accès à tous les lieux publics. Des Juifs sont déjà arrêtés et conduits dans des camps. Le 16 juillet 1942, une vague d'arrestation conduit plusieurs milliers de

Juifs dans le vélodrome d'Hiver où ils sont parqués pendant plusieurs jours dans des conditions horribles. Ensuite, Annette, sa mère et son petit frère Michel sont internés au camp de Beaune-la-Rolande, ils y restent presque un mois. Et puis, les femmes et les enfants sont séparés. Rachel, la mère des enfants part dans un convoi pour l'Est de l'Europe. Le périple d'Annette et Michel continuant, ils sont ensuite transférés à Drancy. Malgré tout cela, les deux enfants ont survécu et passent les dernières années de la guerre à l'orphelinat catholique de Neuilly-sur-Seine. Annette Muller vit aujourd'hui au Mans.



L'équipe de la liaison régionale Retraitées

José Chinarro - Dominique Constant - Rémy Florenty

Gérard Gardelle - Alain Giardina - Yves Lamare

Jean Claude Lemaître - Jean Claude Surand - Martial Thiébaud

